



Déclaration liminaire Unsa éducation **CSA SD 2 février**

Madame la directrice Académique,

L'Unsa éducation a déjà eu l'occasion à maintes reprises de dénoncer les mesures passéistes, de ségrégation scolaire et sociale, qu'on parle de groupes de niveaux au collège ou de la classe préparatoire en seconde.

Au collège, le plan choc des savoirs, est une réforme alibi. Elle est présentée comme une réforme qui permettra aux élèves d'améliorer leurs résultats, or, le choix de faire des groupes de niveaux ne permettrait éventuellement que d'améliorer les résultats des élèves qui sont déjà les meilleurs aujourd'hui. Regrouper les élèves en très grande difficulté, sûrement avec la plupart des élèves présentant des troubles d'apprentissage, a déjà montré scientifiquement son inefficacité.

Par ailleurs, ces fameux groupes de niveaux ne sont pas financés dans la plus grande majorité des collèges de notre département. Les établissements seront dans l'obligation d'utiliser leur marge d'autonomie. Cette réforme entraînera, faute de moyens, la baisse voire la disparition d'ici 2 ans des dédoublements en langues vivantes ou en sciences et technologie, la baisse ou la suppression des dispositifs interdisciplinaires ou des options.

Si sur le fond l'UNSA éducation s'oppose à la mise en place du Choc des Savoirs, notre fédération dénonce également les conséquences néfastes de ce plan sur les conditions de travail des enseignants et sur leur liberté pédagogique. Comment faire place au théâtre en sixième alors qu'on est même pas capable de financer les groupes de niveaux ? Comment financer le doublement de l'EMC en cinquième ? Sur quelles disciplines seront prises les heures nécessaires ? On pourrait appeler ça la jurisprudence « technologie », enlever les heures d'une discipline pour faire de la place à une autre. Mais qui ira annoncer à nos collègues qu'ils comptent finalement moins en raison de la dernière lubie du président ?

Plutôt qu'un choc des savoirs, l'Unsa éducation propose un plan exigence pour tous, ainsi nous pourrions considérer les élèves en situation de handicap et plus généralement les élèves à besoins éducatifs particuliers (ulis, Segpa entre autres) qui sont totalement absents dans la réforme.

Enseignants, CPE, Psy EN, AESH et AED ont hier après midi, même sans tracteurs, manifesté massivement pour défendre l'école publique et laïque pour tous. Celle qui ne trie pas et ne sélectionne pas à l'entrée ou en cours de scolarité, celle qui ne trie pas les programmes scolaires. Pour cela il faut donner à cette École les moyens à la hauteur du défi qu'elle doit relever.